

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20067 - 77ÈME ANNÉE

## Nouvelle avancée dans la lutte du peuple chagossien

# Olivier Bancoult : « Nou pe rante dan Peros Banhos »

Devant initialement explorer l'atoll de Bleinheim, la première mission scientifique mauricienne aux Chagos jettera l'ancre à l'île de Peros Banhos, une des quatre îles habitées par le peuple chagossien avant sa déportation à la suite de la construction de la base militaire de Diego Garcia. Cette avancée considérable a été annoncée depuis le bateau « Bleu de Nîmes » en route vers les Chagos par Olivier Bancoult au Comité de solidarité Chagos La Réunion.

Actuellement sur le bateau de la première expédition scientifique mauricienne à destination des Chagos, une délégation du peuple chagossien avec à sa tête Olivier Bancoult a communiqué une nouvelle importante annoncée par un message du Comité de solidarité Chagos La Réunion :

**« "Dan 1er tan nou pe rante dan Peros Banhos, se avec en gran fierté".**

**C'est le message envoyé par Olivier Bancoult et ses quatre compatriotes pour nous informer de la première avancée de la mission scientifique partie mardi matin des Seychelles.**

**Cette première avancée, ce premier succès constituent un magnifique encouragement pour nos camarades embarqués à bord du 'Bleu de Nîmes'.**

**Comme toujours nous sommes à vos côtés !**

**pour le Comité Solidarité Chagos  
Georges Gauvin  
Alain Dreneau »**

### L'île natale d'Olivier Bancoult

Peros Banhos est l'île natale d'Olivier Bancoult. C'était une des quatre îles sur lesquelles vivaient en paix le peuple chagossien jusqu'à la construction de la base militaire de Diego Garcia par les colonisateurs du Royaume-Uni qui la louent à l'armée des Etats-Unis.

En raison de la construction de cette base, la totalité du peuple chagossien a été déportée. Depuis, 50 ans, les Chagossiens luttent pour que leur droit à vivre sur leur terre soit respecté.

Cette bataille a connu une avancée importante en 2019 avec l'avis de la Cour internationale de justice confirmé 6 mois plus tard par un vote de l'assemblée générale de l'ONU.

Cet avis exige la fin de l'administration des Chagos par le Royaume-Uni au profit de Maurice afin de décoloniser l'archipel, et ordonne au gouvernement britannique d'oeuvrer pour faciliter le retour des Chagossiens dans leur pays.

**Prélude au retour  
définitif du peuple  
chagossien sur sa terre**

Mardi dernier, le « Bleu de Nîmes » a appareillé des Seychelles pour transporter la première mission scientifique de Maurice aux Chagos avec à son bord « le Représentant permanent de Maurice auprès des Nations Unies, l'Ambassadeur Jagdish Dharamchand Koonjul, et comprenant des conseillers juridiques et des représentants à savoir le professeur Philippe Joseph Sands, ainsi que des techniciens locaux et étrangers, le Président du Chagossian Welfare Fund, M. Olivier Bancoult, ainsi que d'autres représentants de la communauté chagossienne et des journalistes internationaux », précise un communiqué du gouvernement de Maurice en date du 8 février dernier.

L'étude scientifique doit porter sur le récif de Bleinheim, un atoll partiellement submergé dans la partie nord-est de l'archipel des Chagos. Mais le bateau se rendra donc également sur l'île de Peros Banhos. C'est donc une avancée considérable pour le peuple chagossien, prélude à son retour définitif dans son pays.

**M.M.**

## Résultat de la lutte

# L'Interprofession de la canne à sucre sera reçue par le ministre Lecornu

Hier, tous les syndicats d'agriculteurs unis ont interpellé de vive voix Sébastien Lecornu pour qu'il inscrive à son programme une rencontre avec les représentants de la filière canne de La Réunion. Ils ont obtenu satisfaction : le ministre des Outre-mer recevra cet après-midi une délégation de l'Interprofession cet après-midi à la Préfecture. Cette victoire rappelle l'importance de l'union dans la lutte pour la survie des planteurs à La Réunion, comme le rappelle Jean-Michel Moutama, président de la CGPER.

Quelques heures après la conférence de presse de la CGPER dénonçant le refus du ministre des Outre-mer de recevoir des représentants de la filière canne-sucré, la mobilisation a permis d'obtenir satisfaction.

Sébastien Lecornu, ministre des Outre-mer, est en visite dans notre île depuis hier. La séquence « agriculture » de son séjour était uniquement consacrée à une opération médiatique montrant un ministre à la rencontre d'un agriculteur sinistré par le cyclone Batsiraï.

Or, vendredi, l'Interprofession de la canne à sucre, les syndicats d'agriculteurs, les présidents du Département et de la Région ainsi



que les parlementaires et les maires de La Réunion avait adressé un courrier au président de la République pour l'alerter sur la gravité de la situation de la filière, et sur la nécessité pour l'État d'un engagement politique fort sur les revendications : 20 millions d'euros supplémentaires pour les planteurs de manière pérenne, et 15 millions pour l'industriel Tereos. L'État a en effet une responsabilité importante dans les négociations de la Convention canne, et à ce jour, sa position est la suivante : reconduction des aides publiques pour deux ans alors que les planteurs ont besoin de 20 millions d'euros supplémentaires par an pour survivre.

L'État a pourtant d'importants leviers à sa disposition : contingents de rhum, droits de douanes pour les importations de sucre

concurrent la production réunionnaise, prix de l'électricité produite à partir de la bagasse des planteurs décidée par la Commission de régulation de l'énergie. Ce sont autant de points influant sur le revenu des planteurs qui relèvent de décisions de l'État.

Mais le programme de la visite officielle du ministre se limitait aux dégâts du cyclone.

Hier après-midi, lors de la visite par Sébastien Lecornu d'une exploitation sinistrée par Batsiraï à Saint-Pierre, les syndicats d'agriculteurs ont parlé d'une même voix pour interpellier le ministre.

La lutte a payé : le ministre des Outre-mer recevra cet après-midi une délégation de l'Interprofession.

**M.M.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

## Edito

### Les fonds marins prochaine victime des compagnies minières

Alors qu'une quinzaine de chefs d'États se sont réunis à Brest vendredi dernier dans le cadre du sommet One Ocean Summit pour présenter leurs engagements en matière de protection de ces espaces, environ 150 manifestants ont dénoncé sur place une opération de « blue washing », équivalent de « green washing », pour les mers. « On a eu beaucoup de bla-bla et peu d'actes lors de ce sommet », a déploré auprès de l'AFP François Chartier, chargé de campagne océans à Greenpeace France, avant même que les chefs d'États ne présentent leurs dernières conclusions. « On a un président Macron qui annonce qu'il est le champion des océans et qui derrière ne fait rien, voire défend des activités industrielles extrêmement destructrices », a-t-il ajouté. « Non au pillage des fonds marins », « Si l'océan meurt nous aussi » ou encore « Protection des océans Macron au sommet de l'hypocrisie », pouvait-on lire sur les affiches brandies lors des rassemblements.

La prochaine ruée vers l'or aura des airs de plongée. Car c'est désormais sur les fonds marins que lorgnent les compagnies minières. Thallium, cobalt, manganèse, nickel, or... Les abysses regorgent de minerais. Alors que les gisements terrestres s'épuisent, États et industriels ne cachent plus leur appétit. En octobre dernier, Emmanuel Macron s'est dit prêt à passer à table : « Nous avons dans nos zones économiques exclusives la possibilité d'avoir accès à ces explorations, qui est un levier extraordinaire de compréhension du vivant, peut-être d'accès à certains métaux rares, de compréhension du fonctionnement de nouveaux écosystèmes, d'innovation en termes de santé, en termes de biomimétisme », a précisé le président de la République lors de la présentation de son plan France 2030. Les fonds marins, entre 1 et 6 km de profondeur, sont constitués de plaines abyssales, mais également de monts, de failles, explique François Chartier, de Greenpeace. On y trouve notamment des nodules polymétalliques, des sortes de patates concentrées de minerais, et des cheminées hydrothermales, qui recèlent du cobalt et de terres rares. Tous ces métaux intéressent beaucoup l'industrie des batteries. « Véhicules électriques, mais également éoliennes, sont en effet gourmands en minerais, au point qu'il faudrait quadrupler les besoins en minerais pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

L'exploitation minière de nodules polymétalliques dans les eaux profondes aurait des impacts considérables. Un rapport met en garde contre les argu-

ments des compagnies minières.

Selon les compagnies minières, l'exploitation de nodules polymétalliques dans les eaux profondes du Pacifique engendrerait des bénéfices sociaux et économiques pour les économies insulaires. Mais un nouveau rapport commandé par la Deep Sea Mining Campaign et MiningWatch Canada montre que ces arguments vont à l'encontre du consensus scientifique. Les auteurs appellent à un moratoire. « Non seulement l'extraction des nodules va détériorer les fonds marins pendant des milliers d'années, mais elle pourrait avoir des conséquences sur le reste de l'océan et sur les personnes qui en dépendent », avertit Andrew Chin, auteur principal du rapport. Synthèse de plus de 250 articles, le rapport montre qu'une telle exploitation impacterait la pêche, le cycle et le stockage du carbone, les espèces, les habitats et les écosystèmes. En plus, les déchets miniers pourraient entraîner des impacts sanitaires importants en raison de la dépendance des habitants aux produits de la mer.

Si aucune exploitation commerciale n'a encore été autorisée, l'Autorité internationale des fonds marins, établie par l'Organisation des Nations Unies, a déjà émis 30 permis de prospection sur des millions de kilomètres carrés de grands fonds marins des océans Indien, Atlantique et Pacifique. Le rapport met en avant les solutions alternatives à cette exploitation minière. Il s'agit notamment de développer l'économie circulaire qui prône la réduction, la réutilisation et le recyclage des métaux, ainsi que l'éco-conception. « Il existe des moyens bien plus durables de répondre aux besoins en minéraux grâce à une meilleure réglementation de l'exploitation minière terrestre, des économies circulaires basées sur une conception intelligente, le recyclage et la réduction de la demande grâce au développement de nouvelles technologies telles que les piles qui ne dépendent pas de métaux rares et coûteux obtenus avec un coût environnemental élevé », complète Alex Rogers, spécialiste de l'écologie des eaux profondes et réviseur expert. On ne doit pas autoriser le capitalisme bleu sous couvert de green watching.

**« Le capitalisme est cette croyance stupéfiante que les pires des hommes feront les pires choses pour le plus grand bien de tout le monde. » John Maynard Keynes**

Nou artrouv'

**David Gauvin**

# Oté

## Sèrpan ansanm gronouy-dézyèm bout

Sèrpan la pa di pliss, mé Gronouy i vé savoir,  
 Kan li shanj de po sé lo matin sansa lo soir,  
 Pou koué li bouze la ké, pou koué li tir la lang,  
 Pou kossa ankor son kor san arêté i tranm.

Sèrpan la trouv kozman gronouy té indéssan,  
 Li la arvir dsi l'ote épi li la domann,  
 Madanm la késtyonèz, pétète ou i pé di-amoin,  
 Po kossa out dé zyé dsi out tète lé anlèr

É out guèl lé rouvèr a la minite a l' èr toultan.  
 Wi pé dir amoin kossa sa i ansèrv aforstan,  
 Gronouy la réponde sé pars èl sé in gronouy bon kalité,  
 É èl lé okipé fé pass méssaz in pé partou san arêté.

Mé sèrpan avèk sa lété pa tro kontan,  
 Li la dmann kèl sé siouplé di ali son lanploi di tan  
 Gronouy la fé pou répons, lo zour, la nuite, toultan,  
 Mi domande kissa ki vala, kissa ki lé, kossa k'i vé

Sèrpan la fé pou répons : A bon ! Madam la késtyonèz,  
 Wi domann kissa mi lé, ébin m'a réponde aou a l'èz,  
 San tardé sé d'trap Gronouy sé d'anvalé é dopi tan-la  
 lé shoz i éspass pa otroman :  
 Pi d'réspé, pi d'pardon ! anvalé sé la shanson !

Fab péi malagashi Tradui par Justin

*Justin*